

Sortir du nucléaire

Septembre - Novembre 2018 N°116

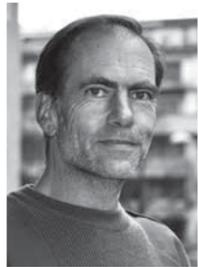


Journal d'information

L'EDITORIAL

L'aurore

La nuit, certaines lumières ne seront que des interruptions éphémères. D'autres sont précurseurs d'aubes puis de jours, l'histoire nommera celles-là aurores.



Philippe de Rougemont

Président de
Sortir du nucléaire

Ce qui s'est passé à l'assemblée générale de l'ONU fait penser à une possible aurore. Représentons nous bien l'avant et l'après 2017: la communauté des Etats dont 95% sont dépourvus de la « bombe A », vit sous la domination de 5 pays détenteurs

de la bombe et membres permanents du conseil de sécurité: les « puissances nucléaires ». Ces 5 pays se sont solennellement engagés (traité TNP) depuis 50 ans à se débarrasser de leurs armes de destruction massive. En 2017, décidant de prendre la parole et d'agir par elle-même, la majorité jusque-là silencieuse a pris conscience de son pouvoir. Un pouvoir qui n'est pas basé sur la force de destruction massive mais sur le rassemblement, une force deux fois observée dans les relations internationales récentes: Une fois avec la création de la coalition mondiale d'ONGs pour l'abolition au sein de l'ICAN, prix Nobel de la paix 2017, une autre fois avec la mobilisation majoritaire de la communauté internationale dans le cadre de l'AG de l'ONU pour négocier le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

« Notre » refus de signer le TIAN, par la décision de M. Ignazio Cassis, range la Suisse dans le petit club de solidarité avec les puissances nucléaires. Ceci alors que l'Autriche, le Mexique et la Nouvelle Zélande viennent de le ratifier. M. Cassis ne prend pas en compte que la Suisse est dans le camp des pays neutres, qu'elle est pionnière de l'engagement humanitaire international et dépositaire des conventions de Genève. Même le mesuré CICR a appelé à la signature du TIAN. Alors qu'une possible aurore pointe enfin, Cassis se range du côté de Donald Trump. Signez et faites signer la pétition annexée. Faisons de la non-adhésion de la Suisse une chute temporaire de lucidité.

Un Conseil fédéral à la dérive

Pour abolir l'arme atomique, une large majorité des Etats membres de l'ONU a dit « oui » ! Oui pour mettre hors la loi internationale la possession ou l'hébergement d'armes nucléaires. La Suisse a hélas voté « non » avec les pays de l'OTAN et les détenteurs d'armes atomiques. Analyse d'une démission historique de la Suisse, que nous voulons rendre temporaire.

Arme de destruction massive par excellence, elle tue et mutilé sans aucune discrimination: combattants, nouveau-nés, enfants et vieillards. Elle contamine les casernes militaires autant que les quartiers d'habitation, les pâturages et les champs. Les conventions de Genève s'appliquant contre les punitions collectives, pour la protection des non-combattants sont évidemment bafouées par la production, la détention ou l'hébergement de telles armes.

Une majorité s'est levée

Depuis sa création en 1979 à Genève, la Conférence du désarmement est censée aboutir à une abolition de ces armes, mais rien n'avance. Des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU ont souvent demandé à la Conférence d'avancer dans ses travaux. Sans succès. C'est pourquoi dans un de ces gestes historiques où une majorité silencieuse se lève pour mettre un terme à la mainmise d'une minorité dominante, l'AG de l'ONU s'est mobilisée elle-même en décembre 2016 votant par 113 voix contre 35 l'établissement d'un Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). En juillet 2017, la forme finale du traité était soumise à l'AG à New York et approuvée par 122 pays, soit par une large majorité.

La Suisse avec les puissances nucléaires

Une fois passée son acceptation de principe, la Suisse officielle a changé de position en refusant de signer le TIAN, se rangeant ainsi du côté de la minorité des pays détenteurs de la bombe et des pays membres de l'OTAN. Des voix se sont élevées en Suisse dénonçant un atterroissement inacceptable



Ignazio Cassis, Conseiller fédéral en charge des affaires étrangères. Soulageons-le de son lourd fardeau, signez la pétition !

de la Berne fédérale. Notamment celle du conseiller national genevois Carlo Sommaruga. Sa motion demandant au Conseil fédéral de signer le traité et de le présenter au parlement pour ratification a été adoptée notamment par une majorité de voix d'élus de droite comme de gauche. Malgré la force

« Signer et ratifier le Traité envoie un message clair. La Suisse peut et doit jouer un rôle actif dans la réalisation de cet objectif. »

Peter Maurer, Président du CICR

contraignante de cette motion, le Conseil fédéral a encore confirmé sa position le 15 août dernier, invoquant une Suisse qui risquerait de perdre sa position... sous le parapluie nucléaire de l'OTAN. La position de M. Cassis place ainsi la Suisse dans une alliance militaire datant de la guerre froide ! Dans un tweet fin-août, Robert Wood, ambassadeur des USA à la Conférence du désarmement a félicité la Suisse pour sa position. Les affaires étrangères du pays sont en pleine dérive. Des sources anonymes disent que l'embarras dans la Berne fédérale est grand.

Aidons Berne à corriger sa grave erreur.

La section suisse d'ICAN est passée à l'action. ICAN, c'est la coalition internationale qui s'est dédiée à interdire l'arme atomique et qui a reçu le dernier Prix Nobel de la paix. Les trois bénévoles infatigables d'ICAN Suisse, Maya Brehm, Annette Willi et Mia Gandenberger savent à quel point la non-signature de la Suisse nuit au processus mondial d'adoption du TIAN. Leur objectif est que la Suisse respecte la motion parlementaire fédérale et signe sans tarder le TIAN. L'association abolitionniste a lancé une pétition en ce sens. Sortir du nucléaire s'est associé à la démarche avec l'objectif de récolter au moins 10'000 signatures. Nous avons déjà récolté des signatures lors des stands que nous avons tenus au festival Alternatiba et au marché bio annuel de Saignelégier. Sans pression croissante, rien ne bougera. Nous comptons sur une participation large. Montrons à M. Cassis qu'il ne parle pas au nom de la population !

PDR

www.tinyurl.com/ican-signer

Quelle magnifique nouvelle ! Pendant la présidence Jacob Zuma, le gouvernement, en complicité avec Areva et Rosatom, annonçait un « imminent » nouveau projet de centrale nucléaire en Afrique du Sud, le seul pays africain équipé d'une centrale nucléaire.

Puis fin août, le ministre de l'énergie du nouveau Président Cyril Ramaphosa a enfin annoncé que ce projet serait aban-

Afrique du Sud: Victoire!

donné, invoquant des coûts trop élevés et une demande d'énergie insuffisante. La sortie de l'ère du charbon en Afrique du Sud devra donc suivre une trajectoire composée d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Des énergies intenses en main d'œuvre au lieu d'être intenses en capital. C'est une très bonne nouvelle pour l'Afrique du Sud et pour la campagne mondiale pour la sortie du nucléaire.

Selon Ellen Davies et Saliem Fakir du WWF Afrique du Sud, auteurs d'un article paru dans WISE, il y a deux leçons à garder de la victoire sur la période Zuma et son flirt échoué pour une nouvelle centrale nucléaire. 1. Bien étudier le cadre légal pour identifier et saisir les moments où les ONG peuvent jouer un rôle majeur 2. Bien étudier les coûts et les projets de financements puis révéler leur inconsis-



Cyril Ramaphosa, Président de la république d'Afrique du Sud. Photo: Siphwe Sibeko

tance. Félicitations à Cyril Ramaphosa (photo) d'avoir tenu tête aux multiples pressions diplomatiques et commerciales !

Objectif 10'000 signatures ! Signez et retournez-nous la pétition annexée SVP

Nouvelles directes du Japon

Au début de l'été, nous avons reçu la visite de Yuki Shiraishi, une doctorante suisse d'origine Japonaise qui préparait un séjour de travail au Japon. Elle venait nous demander si nous avions des contacts sur place et si nous pouvions lui prêter un compteur Geiger. Interview à son retour du Japon.

Quel était l'objectif de votre voyage au Japon ?

Ayant débuté un doctorat en art à l'école d'art de Zürich, je suis partie faire des travaux préparatoires dans la préfecture de Fukushima. J'y suis allée pour m'initier à la détection de la radioactivité et surtout pour rencontrer des associations citoyennes indépendantes, impliquées dans la surveillance des radiations. Je voudrais explorer dans des œuvres le thème de l'espace comme image de la mémoire : je cherche à représenter l'espace psychique, le vécu de la personne humaine plongée dans un tel désastre, en interaction avec l'espace physique des particules et l'histoire de la physique. L'invisibilité et la nocivité à long terme des radio-isotopes font que cette contamination nécessite d'être détectée, documentée et interprétée, et surtout transmise sur plusieurs générations ; la mémoire, collective et individuelle, devient un enjeu capital.

Comment les autorités japonaises se préparent-elles aux JO de 2020 ?

Pour l'Etat japonais les JO constituent une occasion de plus pour détourner l'attention populaire de la gravité de la situation, c'est comme si c'était une opération de camouflage. Les préparatifs à ces réjouissances populaires semblent rejoindre l'effort de ce qu'on nomme le Fukkô, signifiant la « reconstruction ». C'est une stratégie de communication agressive, comme le décrypte la chercheuse Cécile Asanuma-Brice (CNRS). J'ai été notamment frappée par sa critique du concept de « résilience » : ce terme a été récupéré pour tisser des discours sophistiqués, donnant l'illusion d'une société héroïque, qui s'est relevée de ses cendres et a relégué la catastrophe dans le « passé »... Je voudrais bien savoir quel argent l'Etat investit dans une telle orgie sportive et sociale au lieu de véritablement protéger ses citoyens...



Appel des habitants de Fukushima pour maintenir les compteurs de radioactivité.

Est-ce que la propagande officielle marche auprès du public ?

L'attitude générale de la société est le silence ou le non-dit, ou encore l'adhésion passive ou active à l'idéologie du Fukkô. Il y a la culture très répandue au Japon d'une extrême pudeur par rapport à l'expression directe de soi, puis l'éducation qui n'encourage pas la pensée critique, ainsi que la société du labeur, du spectacle et de la consommation qui vampirise la vie de l'individu et ne lui laisse que peu d'espace pour la réflexion. Entre parenthèses, je me suis récemment intéressée aux propos de l'écrivain japonais Akira Mizubayashi qui, à travers l'analyse de la langue et de l'histoire japonaise, évoque la fragilité de la démocratie au Japon et la tendance des japonais à agir moins comme des citoyens que comme des sujets soumis. Laisser les blessures ouvertes en les camouflant ne permet pas de sortir de l'état de choc et de regagner une voix, même après des années. Je me souviens avoir vu, en juillet passé le musée « Komyutan » de Fukushima, construit par les autorités pour les communautés locales, ainsi que pour les visiteurs. En résumé, il s'agit d'une boîte

à laver le cerveau, récupérant l'histoire de la catastrophe de Fukushima à l'avantage des discours officiels, dont on connaît la crédibilité ! L'Etat se consacre non pas à protéger des citoyens mais à éduquer des masses, sapant l'intégrité physique et mentale de la personne par le mensonge...!

Pour aiguiser son regard sur cette propagande et saisir l'ampleur de son efficacité, je ne peux qu'inviter à suivre les recherches d'Asanuma-Brice et l'activité de Yumi Chiba, mère militante à Mama Becquerel qui m'a fait découvrir le « Komyutan ».

Quelle impression principale gardez-vous de votre séjour ?

Une bataille silencieuse, à bout de souffle, que ces quelques mères que j'ai rencontré continuent à livrer au quotidien : pour protéger ce qui peut encore l'être, retrouver leur voie/voix et tenter de réformer la société. D'où leur vient cette force ? Chemin faisant, je ne peux m'empêcher de songer à une phrase de la philosophe Simone Weil : « La beauté est le rayonnement de la vérité du monde et des êtres. » PDR

Surveillance citoyenne de la radioactivité

En cas d'accident dans une centrale nucléaire, aurez-vous confiance dans les communiqués des autorités fédérales en charge de la protection de la population ? Nous non plus. C'est pourquoi développer des outils de mesure indépendante et professionnelle est un enjeu capital.

Roland Desbordes est administrateur de l'institut français CRIIRAD spécialisé dans l'analyse indépendante de la radioactivité dans l'environnement. Il est venu à notre dernière AG et nous a donné un cours d'une journée sur le maniement de compteurs Geiger. La CRIIRAD, sur demande de nombreuses municipalités françaises, a installé des balises de mesure de la radioactivité. Extraits d'un entretien réalisé début septembre. Roland Desbordes en verbatim :

« Protéger la population en cas d'accident dans une centrale nucléaire, cela veut dire rapidement communiquer les informa-

tions fiables sur la présence de radioactivité et sur les mesures de protection à adopter. Juste après Tchernobyl (1986) nous avons nous-mêmes conduit des mesures de la radioactivité qui ont percé les mensonges des autorités sanitaires. On s'est dit que cela ne devait jamais se reproduire.

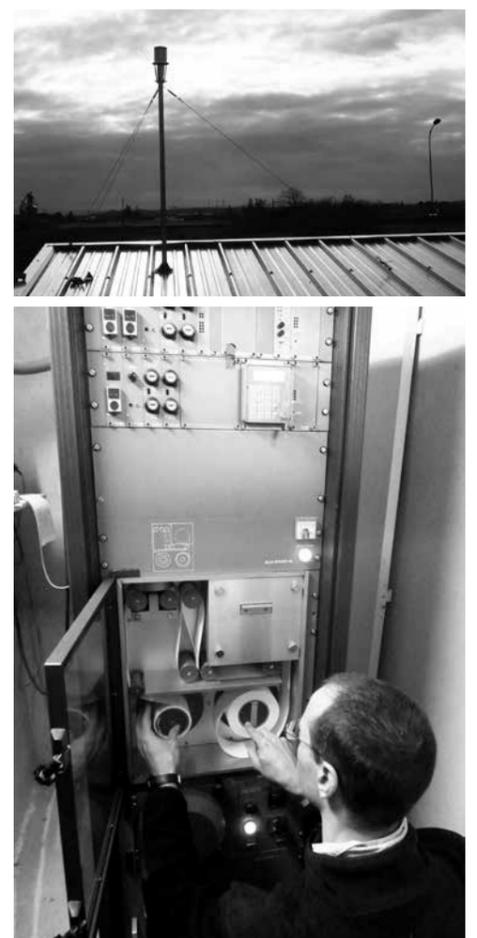
Réseau de balises sur les mairies

De nombreuses municipalités françaises, belges et luxembourgeoises ont conclu de la même manière et ont approché la CRIIRAD, pour se renseigner sur l'installation de balises municipales mesurant la radioactivité. La plupart ne sont pas allées plus loin qu'un premier entretien, elles subissent de lourdes pressions de la préfecture. L'Etat central ne veut pas de ces réseaux indépendants. Même si l'installation de balises est voulue par des collectivités locales qui ont une mission de santé publique. Nous avons tout de même posé 8 balises depuis 1989. En cas d'accident majeur, nous pourrions servir de canal d'information indépendant en relevant les balises, désormais à distance grâce aux nouveaux outils informatiques.

Au Japon aussi

En 2011 après Fukushima des Japonais ont constaté les mêmes manoeuvres de dissimulation par leurs autorités. Animés par les mêmes objectifs de probité scientifique ils ont développé un nouveau type de compteurs Geiger communicants équipés de GPS, nommés « Safecast » et fabriqués sur place. Ces compteurs maniés par des chercheurs citoyens formés ont sillonné le pays pour alimenter une grande base de données sur les niveaux de contamination. Sur ces bases les associations spécialisées conseillent les habitants : les aliments à éviter, la façon d'apprêter les autres, les zones « points chauds » à éviter. Mon collègue Bruno Chareyron s'est rendu à plusieurs reprises là-bas pour partager notre expérience avec des Japonais actifs dans ce domaine. Ce sont là des initiatives que je trouve extraordinaires, elles permettent d'étendre la formation sur le domaine, de comprendre au lieu de seulement subir. Je me réjouis de voir ces initiatives prendre de l'ampleur. »

Roland Desbordes / PDR



Prise d'air Balise de Valence (F) sur le toit des locaux de la CRIIRAD

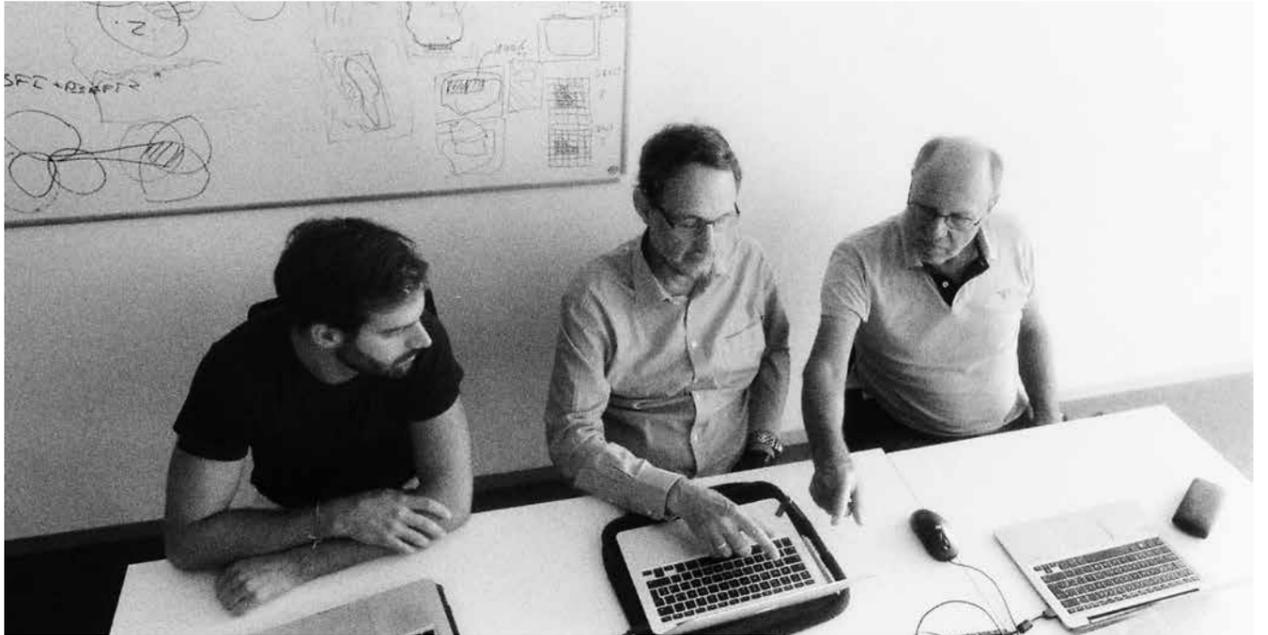
Faire visualiser une catastrophe en Suisse : Nouvelle étude

Pour bon nombre de citoyens, l'accident reste impensé, donc impensable. Pour contrer cette apathie, « Sortir du nucléaire » s'est à nouveau tourné vers le monde scientifique pour élaborer une étude solide répondant à la question : « Quelles seraient les conséquences d'une catastrophe nucléaire en Suisse ? »

Les autorités fédérales s'étaient attelées à cette tâche exercice « EGU », mais elles se sont arrêtées en chemin, certainement pour ne pas effrayer la population et pour cacher l'impossibilité d'une protection sérieuse. L'exercice officiel prenait en compte un accident de faible ampleur et le déplacement du nuage sur une période limitée à 6h, comme si les particules radioactives se dématérialisaient par magie. Nous avons commandé une nouvelle étude afin de compléter le travail là où il a été laissé par les autorités.

Groupe de travail

Frédéric-Paul Piguet, expert à l'Institut Biosphère à Genève, a réuni des chercheurs renommés. L'équipe travaille actuellement avec des données météorologiques couvrant l'année 2017, afin de modéliser la dispersion de radioactivité libérée suite à un accident majeur dans une centrale nucléaire suisse (photo). Grâce à la puissance de calcul d'ordinateurs et aux méthodes de la géomatique - croisement des outils de la géographie et de l'informatique - il est possible de créer des cartes précises de contamination, depuis une de « nos » centrales nucléaires, sur le territoire suisse et des pays voisins. C'est là le travail complet que l'Office de protection de la population (OFPP) aurait dû réaliser.



Frédéric Piguet entouré de membres du groupe de travail, Bastien Dériaz et Pierre Eckert

Diffusion

Une première diffusion restreinte des résultats de l'étude aura lieu cet automne auprès des élus fédéraux, alors qu'ils se prononceront sur le projet du Conseil fédéral d'augmenter d'un facteur 100 le taux admissible de radioactivité relâchée par une centrale nucléaire en cas de séisme majeur (voir notre précédente édition). Si nous parvenons à enrayer ce relâchement des normes fédérales, alors la centrale de Beznau ne sera plus autorisée à être exploitée. Pourquoi ? Parce qu'en cas de séisme majeur, il a été officiellement estimé qu'une quantité de radioactivité dépassant les normes actuelles se répandrait dans la nature.

Soutien

La publication complète de l'étude de l'Institut Biosphère se fera dans une publication scientifique. Elle sera accompagnée de clips vidéo, d'affiches et de conférences préparés par Sortir du Nucléaire et d'autres organisations afin de toucher le grand public. L'étude sortira au printemps 2019. Notre nouvelle Secrétaire générale Maléka Mamodaly (voir P.4) affine en ce moment le plan de communication et établit des partenariats. Vous serez sollicités à contribuer dans la mesure de vos moyens lors de notre appel financier exceptionnel à paraître fin novembre. D'ici là, l'équipe réunie par l'institut Biosphère travaille à réaliser l'étude. A bientôt ! PDR

www.institutbiosphere.ch

PIONNIERS *Louis-Joseph Fleury*

Louis-Joseph Fleury est, depuis 2012, maire de Courchapoix dans le canton du Jura. C'est un passionné du Val Terbi, une vallée située à l'est de Delémont dont il connaît les moindres recoins ainsi que son histoire. Il a milité activement contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst. Dès Pâques 1975, près de 500 militants investissent le terrain destiné à accueillir une nouvelle centrale nucléaire. Pendant onze semaines, les protestataires resteront sur place, empêchant les ouvriers de continuer leurs travaux. Il y aura jusqu'à 15'000 personnes par moments et des pétitions circulent... L'événement marque le début du mouvement antinucléaire et de la mouvance politique verte suisse. La centrale de Kaiseraugst ne verra jamais le jour. Louis-Jo, comme l'appellent ses amis, s'engage sans compter!

Comment avez-vous été sensibilisé par la question de l'énergie nucléaire ?

Lors de ma formation d'enseignant. Les cours de physique et les questions d'actualité présentaient le nucléaire comme la solution magique à tous les problèmes de fourniture d'énergie. En même temps, on découvrait en biologie les dégâts causés par les radiations et les émissions de particules

Parlez-nous de vos actions dans le cadre contre la construction de Kaiseraugst.

Nous avons agi dès 1975. Nous nous sommes rendus sur les lieux, avec les militants du Val Terbi. Nous participions à certaines manif en famille. L'organisation pratique des opposants, sur le site de la future centrale était impressionnante. Pour notre part, nous avons établi un dossier réunissant des informations sur le nucléaire civil et militaire.

Cela a levé les hésitations de ceux qui pensaient que les centrales étaient nécessaires pour le développement de l'économie. Ils ont compris que ce qu'on appelle déchets, le plutonium par exemple, était la raison d'être des centrales au départ et que la production d'électricité n'était qu'un sous-produit et un justificatif politique vis-à-vis de la population. Cela nous a conduits à participer contre le site des fusées Pluton, à Fougères, en France voisine. En 1978, nous avons participé aux marches à Gösgen.

Comment a réagi votre entourage et les gens que vous avez abordés ?

L'information développée positivement fait des miracles ! Par exemple, de montrer que Kaiseraugst se trouve à 22 km du Val Terbi, que nous sommes entourés de sites nucléaires et que nous nous trouvons dans le périmètre de distribution des pastilles d'iode a ouvert bien des yeux et des oreilles.



Louis-Joseph Fleury, Courchapoix (JU)

Nous avons réalisé des panneaux explicatifs. Ils ont été fixés sur un char attelé à un cheval. Sur ce char, accordéon, boissons et saucisses grillées. Autour, une trentaine de militantes pédalaient. Ainsi, durant deux fins de semaine, nous avons visité chaque maison, de Courroux à Montsevelier, pour récolter des signatures demandant la fermeture de Kaiseraugst.

Nous avons reçu un accueil très favorable, sauf chez quelques personnes liées aux entreprises utilisant du ciment. Ce n'est guère étonnant, dans la construction de la centrale il y a Motor Columbus et en remontant l'organigramme on retrouve Schmiedheiny et la chaîne des cimenteries...

Est-ce que la population, à votre avis, a changé d'attitude par rapport au nucléaire depuis cette époque ?

Sur le plan économique, la farce de l'électricité nucléaire à bas prix s'écroule enfin devant les perspectives des coûts des premiers démantèlements de centrales.

La conscientisation est précise, mais chacun danse sur le bord du précipice en repoussant l'idée de catastrophe. L'accident chimique de Bâle-Schweizerhalle, Tchernobyl et Fukushima ont rendu la menace plus présente. Malheureusement, économiser l'énergie, changer ses habitudes suppose une modification profonde des mentalités et celles-ci ne changent que si on est confrontés à des catastrophes.

Un espoir pour le futur ?

Je fais partie des utopistes qui croient fermement aux vertus de l'éducation. Même si le monde marchandisé pousse les humains à agir en moutons de Panurge et à se précipiter vers les rutilances du monde de la consommation, cela vaut le coup de continuer à réfléchir, à agir, même si souvent c'est dix ans après qu'on entend : c'est vrai c'était juste on aurait dû agir autrement...

Propos recueillis par Erica Hennequin

Armées : La tentation nucléaire

Durant près d'un demi-siècle, de la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945, jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, une grande partie de la population mondiale a vécu dans la crainte d'une guerre nucléaire.

Pour réduire ce risque, on discuta et signa des accords entre grandes puissances, le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1968 et la conférence sur le désarmement. Pendant cette période, le nombre d'Etats possédant la bombe est passé de 5 à 9 avec un total de 15'000 armes nucléaires. Le 2 février dernier, le président Donald Trump a ordonné à son état-major de s'équiper d'armes nucléaires dites « tactiques », générant des ogives atomiques placées sur des missiles de faible portée. Ces nouvelles armes sont susceptibles

d'être utilisées en cas de conflits en cours. La Russie et la Chine, ne voulant pas être en retard, développent à leur tour également une génération d'armes nucléaires tactiques. La « dissuasion » nucléaire, invoquée par les pays du club atomique pendant la guerre froide pour maintenir leur signe extérieur de puissance, sera remplacée par l'ajout de l'arme nucléaire opérationnelle pour les guerres en cours et à venir. Le péril supplémentaire redouté par les spécialistes est qu'un pays attaqué ne serait-ce que par une seule bombe nucléaire tactique n'aura



L'attaque nucléaire américaine contre Nagasaki, le 9 août 1945, a eu lieu trois jours après l'attaque similaire sur Hiroshima, tuant 110'000 femmes, hommes et enfants. Photo : Yosuke Yamahata

pas le temps de vérifier s'il ne s'agit pas d'une puissante bombe thermonucléaire et ripostera avec celle-ci, enclenchant une guerre nucléaire mondiale.

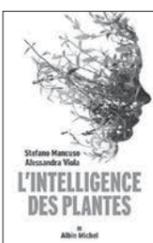
A ce jour, seuls l'opinion publique

mondiale et ses représentants étatiques non-nucléaires sont capables de contrer la folie des « grands ». Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, adopté à l'ONU en juillet 2017 par 122 états et bientôt ratifié par 50 nations (critère pour son entrée en force) est un signe que la communauté internationale se réveille pour élaborer un monde exempt

d'armes nucléaires. Toutes les nations membres de l'ONU sont vivement sollicitées à y adhérer, y compris la Suisse.

Kurt Fischer, membre du comité

L'intelligence des plantes



Intelligentes les plantes ? Il semble qu'on puisse le dire. Comme elles ne peuvent fuir face à leurs prédateurs, elles font agir un tiers : attirer un acarien carnivore pour se défendre contre un acarien herbivore... Elles

possèdent la vue avec la photosynthèse, l'odorat par la reconnaissance de molécules odorantes, le goût car les racines savent localiser des sources de nourriture, le toucher – par exemple des mimosas se referment s'ils sont brusquement secoués et l'audition par leur sensibilité aux fréquences basses. Une plante, peut se comparer à une colonie dans laquelle chaque partie est importante, mais aucune indispensable, ceci afin de survivre à une attaque d'insecte ou d'herbivore... et chaque partie possède toutes les compétences nécessaires à sa survie : respirer sans poumons et sans cœur, se nourrir sans bouche, digérer sans estomac, contourner les obstacles sans jambes, résoudre des problèmes sans cerveau... S. Mancuso, scientifique internationalement reconnu dirige le premier laboratoire de neurobiologie végétale à Florence ; son livre paru en 2013 a été traduit en 21 langues...

Claire Peter, membre du comité

« L'intelligence des plantes », S. Mancuso et A. Viola, Albin Michel, 2018. 240 p.

Comment parler du démantèlement ?

Vaste question ! Comment parler d'un sujet tabou ? Car c'est bien un sujet tabou. Il est extrêmement difficile de parler du démantèlement, y compris en Suisse.

Et pourtant il le faudrait : la centrale de Mühleberg va être arrêtée, puis un jour celles de Beznau, Leibstadt, Goesgen... Il faut bien évoquer les coûts, les délais, les problématiques de personnel... Comment faire pour ne serait-ce qu'aborder le sujet et qu'enfin une discussion puisse avoir lieu pour engendrer un encadrement vraiment démocratique ?

En mai nous sommes allés, Philippe de Rougemont et moi, à un symposium sur le démantèlement à Manchester [1]. Nous avons pu rencontrer des acteurs du démantèlement très divers : entrepreneurs, chercheurs, fonctionnaires. Les langues ne se délient pas facilement en conférence, il faut attendre des moments feutrés autour d'un verre pour parler vrai. Et c'est bien dommage !...

Notre ambition est de faire un symposium en Suisse sur ce sujet tabou en 2019 avec Noé21 et la SES, afin de mettre en lumière toutes ces questions dont les réponses restent ambiguës, mal chiffrées, sous-estimées. Y parviendrons-nous ? A suivre...

Alice Martin

1. nuclearenergyinsider.com/decom/

Sortie annuelle samedi 10 octobre !

Allons découvrir ensemble le projet de voisinage qui a gagné le concours étasunien « Solar Decathlon ». Conçu par des étudiants et des enseignants de hautes écoles (EPFL, HEIA-FR, HEAD et UNIFR), le NeighborHub a été pensé comme un lieu pour développer et exposer au public des solutions en faveur d'un avenir sobre en consommations et plus agréable à vivre. Après une visite guidée d'une heure nous irons manger ensemble à la cantine voisine Les menteurs. Inscrivez-vous avant le 5 octobre et à bientôt à Fribourg ! Voir détails dans la colonne Agenda et ici :

www.swiss-living-challenge.ch

Nouvelle Secrétaire générale !



Bienvenue à Maléka Mamodaly !

L'annonce que nous avons diffusé pour remplacer notre Secrétaire générale précédente Alice Martin, installée désormais en Avignon a suscité 22 candidatures ! Nous avons auditionné 6 personnes qui chacune avait de fortes qualités. Notre choix s'est porté sur Maléka Mamodaly. La collaboration est déjà engagée et fructueuse. Maléka vient avec l'expérience d'une campagne de prévention du suicide déployée sur plusieurs cantons pour l'association « Stop suicide ». L'objectif poursuivi chez son employeur précédent est voisin de celui qu'elle poursuit désormais avec Sortir du nucléaire. Bienvenue Maléka et nous nous réjouissons de déployer des campagnes ensemble (voir haut de p.3) !

Association Sortir du nucléaire

Administration
Rue du Crêt 22, 2300 La Chaux-de-Fonds
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch
078 619 02 50 // CCP 10-19179-8

A G E N D A

Sortie annuelle de Sortir du nucléaire

«NeighborHub» (plateforme des voisins)
10 octobre 2018
18h15 Visite du site
19h30 Diner facultatif
Site Blue Factory
Passage du Cardinal 1, Fribourg
10min à pied de la gare
www.swiss-living-challenge.ch
Inscription souhaitée jusqu'au 5 octobre !
info@sortirdunucleaire.ch 078 619 02 50
Infos ci-contre

Initiative Multinationales responsables

Conférence-débat & apéritif
18 octobre 2018, 18h à 20h30, Fribourg
Lieu de la conférence :
www.tinyurl.com/ir-fribourg

Sebasol - Auto-construction solaire

Journées de formation
installation solaire thermique
27 octobre et 17 novembre 2018
Rue des Clous, Tatroz (VD)
Informations et inscription sur :
<http://sebasol.info/cours.asp>



Impressum

Éditeur : Association Sortir du nucléaire.
Mise en page : Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS.
Fichier : Sophie Laissue. Imprimerie : ROPRESS.
Mise sous pli : TRAJETS.
Rédaction : Philippe de Rougemont (coordination) ; Kurt Fischer ; Erica Hennequin ; Sophie Laissue ; Alice Martin ; Claire Peter.
Tirage : 3'000 ex. Imprimé avec du courant 100 % renouvelable. Papier 100 % recyclé CyclusOffset.
Périodicité : 4 par an. Destiné aux membres de l'association.

Le Comité Philippe de Rougemont, Président ; Christian van Singer, Porte-parole ; Irène Anex-dit-Chenau, Trésorière ; Kurt Fischer ; Erica Hennequin ; Marc Oran ; Claire Peter
Le secrétariat Maléka Mamodaly, Secrétaire générale ; Sophie Laissue, Secrétaire administrative

Je participe !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire, Rue du Crêt 22
2300 La Chaux-de-Fonds
ou : www.sortirdunucleaire.ch/contact

Contactez-moi, je désire :

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.- fr / an) et recevoir le journal
 Recevoir par email la newsletter mensuelle de Sortir du nucléaire

SdN est reconnue d'utilité publique, vos dons sont déductibles des impôts, vos legs aussi. Vous pouvez commander notre brochure ou la consulter sur notre site à la rubrique « nous soutenir »

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____